

Les crédits

Je crois qu'il faut travailler ensemble. Par exemple, le secteur privé devrait nous appuyer dans tout cela, les autres gouvernements aussi, comme vous l'avez dit. Je crois que si tous les gouvernements travaillaient ensemble, ce serait plus facile.

Enfin, il y a toutes les consultations pour savoir vraiment ce dont nous avons besoin. Naturellement, je voudrais voir des choses différentes, mais je sais aussi que ce n'est pas possible.

[Traduction]

M. Mike Scott (Skeena): Madame la Présidente, je voudrais d'abord m'excuser d'avoir manqué mon tour plus tôt et vous remercier de me donner la chance de prendre la parole maintenant. Je vais commencer mon discours aujourd'hui en disant que je suis d'accord avec le Bloc québécois pour ce qui est du but visé par cette motion, même si nous ne voyons probablement pas la question sous le même angle.

• (1645)

La question pour moi se résume à ceci: le gouvernement ne crée pas d'emplois. Chaque fois que j'entends l'expression «création d'emplois» qui sort de la bouche d'un ministériel, c'est presque comme si quelqu'un passait ses ongles sur un tableau. Le gouvernement ne crée pas d'emplois. Ce qu'il peut faire, cependant, c'est faciliter la création d'emplois.

J'ai vécu toute ma vie dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique. Pendant de nombreuses années, j'ai été associé dans une entreprise de construction dans cette région. C'était une entreprise prospère. Nous avons commencé avec cinq employés en 1981-1982 et, lorsque nous avons vendu l'entreprise en 1990, nous employions jusqu'à 200 personnes à certaines périodes de l'année.

Nous avons fait cela sans subventions, sans cadeaux du gouvernement. En fait, et je dis cela en toute sincérité, nous avons réussi malgré l'absence d'aide gouvernementale.

J'ai également été actif au sein de la Chambre de commerce de Kitimat pendant de nombreuses années, et beaucoup de mes amis et connaissances viennent du monde des affaires. Évidemment, nous nous rencontrions souvent et parlions des divers problèmes auxquels nous devions faire face dans nos entreprises et des diverses choses qui nous nuisaient ou qui nous aidaient.

Je peux assurer à tous les députés que la majorité des gens d'affaires que je connais ne voient pas le gouvernement comme une bénédiction. En fait, les gens d'affaires partagent mon sentiment: si seulement le gouvernement les laissait tranquilles, ils auraient bien davantage la chance de créer des emplois ou de donner de l'expansion à leur entreprise, de la rendre rentable, de croître et de prospérer.

Je voudrais citer quelques exemples d'échec des politiques gouvernementales, quelques cas anecdotiques que les députés trouveront peut-être intéressants.

Au début des années 1980, nous avons obtenu un contrat que le gouvernement fédéral avait mis en adjudication pour la construc-

tion d'une route. En matière de contrat, quand on fait une soumission, on ne peut se dédire. Le prix est fixé. Si le prix est accepté, on est obligé d'exécuter le travail pour le prix soumissionné.

À l'époque où nous soumissionnions pour le contrat, il n'existait pas de taxe de vente fédérale sur les explosifs. Pour quelque raison que ce soit, les explosifs n'avaient jamais été taxés, ils avaient toujours échappé au régime de taxes de vente fédérales.

Nous avons donc présenté une soumission pour le contrat. Pour ce faire, nous avons obtenu un prix pour les explosifs, car il s'agissait d'un aspect important des travaux. Après avoir soumissionné et avoir obtenu le contrat, mais avant même le début des travaux, voilà que le ministre des Finances de l'époque impose une taxe de vente fédérale sur les explosifs. Nous avons immédiatement réagi en faisant valoir au ministre que nous travaillions pour lui, pour le gouvernement, que nous avions fixé le prix pour exécuter ce contrat, mais qu'une fois notre prix fixé, il venait de faire augmenter nos coûts de 50 000 \$. Nous estimions pouvoir obtenir un remboursement.

Pensez-vous que le gouvernement nous a remboursés? C'était un gouvernement libéral, je m'empresse de le faire remarquer, pas un gouvernement conservateur. Nous n'avons jamais réussi à nous faire rembourser.

Voilà le genre de problèmes que les gens d'affaires déplorent. Je vais vous citer d'autres exemples d'intervention du gouvernement dans le marché.

Pendant de nombreuses années, il y a eu dans ma localité une entreprise qui fabriquait du béton prémélangé et qui réussissait bien; son propriétaire possédait aussi une petite usine de blocs de béton. Les jours de pluie, lorsqu'ils ne pouvaient rien faire d'autre, les employés, au lieu d'être renvoyés chez eux, allaient à l'autre usine pour fabriquer des blocs de béton ou de maçonnerie.

Un gars d'une localité voisine a eu la brillante idée de se lancer dans la fabrication de blocs. Il a demandé et obtenu un prêt ou une garantie de prêt de 700 000 \$ du gouvernement fédéral pour lancer son entreprise, pour créer une énorme usine qui ne pouvait vraisemblablement pas subsister sur le marché qu'elle essayait de desservir. Le gars de Kitimat a été acculé à la faillite. Il a dû fermer son usine de blocs. Les employés ne pouvaient plus travailler les jours de pluie lorsqu'ils n'avaient rien d'autre à faire. Quant à la nouvelle entreprise, elle a fini par faire faillite tout simplement parce que, au départ, l'idée n'était pas bonne du point de vue commercial. J'estime que si l'idée avait été bonne au départ, l'instigateur du projet n'aurait pas eu de difficulté à trouver les fonds nécessaires.

Chaque fois que le gouvernement finance des activités de ce genre, il s'agit généralement de mauvaises idées. Elles sont généralement vouées à l'échec. Les contribuables en souffrent, de même que les concurrents de ce genre d'entreprises, qui contribuent eux aussi à l'assiette fiscale. En fait, c'est leur argent que le gouvernement utilise pour aider des entreprises qui essaieront ensuite de les concurrencer.